

LE MAIRE

ANCIEN MINISTRE

**Lettre à M. Thierry HEBBRECHT,
Président du Groupe Les Républicains au Conseil municipal de Créteil**

Créteil, le 6 novembre 2018

Monsieur le Conseiller municipal,

Pendant presque trois semaines, la Ville de Créteil, sa population et tout particulièrement sa jeunesse, ont été montrées du doigt à la suite de la diffusion sur les réseaux sociaux des images de l'agression d'une enseignante du Lycée Edouard Branly de Créteil par un de ses élèves.

Comme j'ai pu l'indiquer dans le cadre d'un communiqué paru dans le dernier magazine municipal « Vivre Ensemble » du mois de Novembre 2018, la municipalité de Créteil condamne avec force le comportement de cet élève ainsi que la mise en scène sur une vidéo de cette attitude violente et irresponsable, témoignages d'une perte de repères des auteurs des faits.

J'ai également fait part de tout mon soutien à l'enseignante agressée ainsi qu'à la communauté éducative confrontée à une situation de crise suite à des faits inacceptables qui doivent être sanctionnés de manière exemplaire.

Toutefois, je me suis refusé à toute stigmatisation, de l'institution scolaire ou de la jeunesse cristolienne, et j'ai rappelé à cette occasion la politique éducative volontariste conduite par la Ville, au travers des services municipaux et de ses partenaires associatifs, pour accompagner les enfants, les adolescents et leurs familles. Activités socio-culturelles et sportives, accompagnement à la scolarité et à la parentalité, classe citoyenne et école de la 2^{ème} chance, soutien aux initiatives multiples en faveur des jeunes, sont en effet autant de dispositifs actifs pour prévenir la violence, sous toutes ses formes, dans la cité comme à l'intérieur des établissements scolaires.

Enfin, j'ai rappelé ma disponibilité pour contribuer, en lien avec l'Education nationale et la Région Ile-de-France, à tout dispositif susceptible d'améliorer la sécurité au sein des lycées.

Ceci étant dit - et c'est l'objet principal de la présente lettre que j'ai choisi de rendre publique - je regrette vivement qu'en tant que chef de file de l'opposition municipale vous ayez participé de manière éhontée à la dépréciation de notre ville, de notre jeunesse et d'un établissement scolaire.

Durant les jours qui ont suivi cette agression, vous n'avez en effet eu de cesse, sans doute grisé par les sollicitations médiatiques et les réseaux sociaux, de dénoncer la montée à Créteil, je vous cite, d'une « forme de voyoucratie du quotidien qui semble faire la loi sur notre belle ville ».

Vous ajoutiez que notre commune serait devenue « un Far West sans shérif » et que cette agression serait le symbole d'« une dérive totale », évoquant à cette occasion les incivilités subies par nos concitoyens (barbecues sauvages autour du Lac de Créteil, rodéos à moto, attroupements et musique en bas des immeubles, occupation des halls d'immeuble...), dénonçant l'absence de police municipale et regrettant un manque de systèmes de vidéo-surveillance sur le territoire communal.

Vous avez donc instrumentalisé cet évènement à des fins purement électoralistes en procédant à des amalgames avec des faits divers et incivilités de toute autre nature, même s'ils doivent être combattus.

Or, je vous rappelle que les deux principaux auteurs présumés de cette agression dans l'enceinte du Lycée Edouard Branly n'habitent pas Créteil.

De plus, vous n'êtes pas sans savoir que la sécurité dans les établissements scolaires du second degré est de la responsabilité de l'Education nationale et que, pour les lycées, les dispositifs extérieurs de sécurisation relèvent de la Région Ile-de-France.

Enfin, vous avez passé sous silence ce qui me semble être l'essentiel, à savoir la vivacité et le dynamisme de notre jeunesse, sa volonté, chaque jour, quotidiennement, de s'émanciper, de s'inscrire dans une démarche citoyenne tout en construisant son parcours de vie conformément aux valeurs de la République.

C'est tout le sens de cette tribune rédigée au lendemain des faits par les enseignants du Lycée Edouard Branly, que je vous invite à relire, tant elle me semble mue par la volonté de ne pas disqualifier ou enfermer leurs élèves dans le creux de cette médiatisation qui a eu aussi pour effet de jeter l'opprobre sur leur établissement.

Ces professeurs, choqués comme nous tous par la violence des faits, ont rappelé que « L'établissement où nous enseignons ne se résume pas du tout aux images diffusées sur les chaînes d'informations. Dans notre lycée, les équipes d'enseignants proposent de nombreux projets dans lesquels s'investissent nos élèves comme l'accueil des secondes, les stages de pleine nature, les interventions d'auteurs en classe, le concours d'éloquence, les ateliers scientifiques en liaison avec une école élémentaire de Créteil, le club aéronautique, ... ».

Je regrette que vous ne vous soyez pas emparé de cette tribune rédigée par des enseignants qui refusent de livrer leurs élèves aux amalgames les plus simplistes. Ces Professeurs ne disent d'ailleurs rien d'autre lorsqu'ils dénoncent « Ces hommes politiques qui s'abaissent à récupérer les faits et à préconiser des réactions radicales et extrêmes rêvant au tout sécuritaire. ».

Monsieur HEBBRECHT, contrairement à votre analyse pensée pour les caméras de télévision, je ne suis pas un shérif et Créteil n'est pas un Far West. J'agis conformément aux prérogatives qui me sont conférées par la loi en concourant au mieux à la sûreté de mes concitoyens.

D'ailleurs, je m'étonne encore aujourd'hui que, à l'occasion de la dernière réunion du Conseil municipal qui s'est tenue le 8 octobre dernier, vous vous soyez abstenu avec la quasi-totalité de votre groupe Les Républicains lors du vote d'une délibération actant le calendrier et la géographie de nouvelles implantations de caméras de vidéo-surveillance.

Il me semble qu'il y a là une contradiction difficilement conciliable avec vos récentes déclarations sur la sécurité à Créteil.

Croyez bien que j'aurais préféré me dispenser de ces quelques lignes. Mais vos déclarations publiques jetant l'opprobre sur notre ville et notre jeunesse à la suite de cette récente affaire m'y ont contraint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes sentiments distingués.



Laurent CATHALA